

ADMINISTRATION, RÉDACTION ET ANNONCES

A PARIS

18 - Rue Richer - 18

Les articles non insérés ne seront pas rendus

ABONNEMENTS

PARIS
UN MOIS..... 2 FR.
TROIS MOIS..... 5 FR.
SIX MOIS..... 9 FR.
UN AN..... 18 FR.

JOURNAL POLITIQUE QUOTIDIEN

PARIS ET DÉPARTEMENTS

Le Numéro : 5 centimes

ABONNEMENTS

DÉPARTEMENTS
UN MOIS..... 2 FR.
TROIS MOIS..... 5 FR.
SIX MOIS..... 9 FR.
UN AN..... 18 FR.

TREIZIÈME ANNÉE — NUMÉRO 4461

LUNDI 8 JUILLET 1893

20 MESSIDOR — AN 97

LES DEUX JURIDICTIONS

La commission des Neuf, délibère, parait-il, sur la juridiction qui doit être appelée à connaître du cas de M. Boulanger.

On aurait relevé contre l'ex-général deux ordres de faits : Les faits politiques, tombant sous l'inculpation d'attentat et de complot; les faits professionnels et de droit commun, tombant sous l'inculpation de concussion.

Les premiers relèvent, naturellement, de la Haute-Cour; les autres sont évidemment du ressort des conseils de guerre.

Mais la commission des Neuf, à ce qu'on assure, prétend « joindre » les deux procédures et soumettre le tout au jugement de la Haute-Cour.

Nous espérons qu'elle ne commettra point cette faute ou que, tout au moins si la faute venait à être commise, le Sénat, statuant comme Chambre des mises en accusation, repoussera cette double ordonnance de renvoi.

Ce n'est point, d'ailleurs, l'intérêt personnel de M. Boulanger qui nous préoccupe. Nous avons nos idées arrêtées et notre opinion faite sur ses intentions, sur son rôle, sur ses mérites. Mais l'intérêt de la justice, l'intérêt de la République, voire l'intérêt du Sénat lui-même nous paraissent exiger une autre solution.

Que la Haute-Cour de justice demeure saisie des faits de complot et d'attentat, nous n'y voyons pas grand inconvénient puisqu'on a voulu la saisir. Mais sa décision — surtout par contumace, — ne nous semble pas extraordinairement importante, encore moins efficace. Un arrêt politique, rendu par des hommes politiques, n'est bien sérieux et définitif que quand il a reçu exécution.

Même exécutés, ces sortes d'arrêtés se discutent et n'obtiennent pas toujours le respect. Mais, rendus par défaut contre un adversaire qui manie admirablement la grosse caisse, ils sont presque aussi dangereux pour les juges que pour l'accusé.

Le Sénat, à coup sûr, est composé de fort honnêtes gens, un peu « perruque », mais consciencieux et bien intentionnés. Ils ont à coup sûr, une bien autre valeur morale que l'entrepreneur de dictature qu'ils ont à juger. Mais ils ne jouissent pas, il faut bien le reconnaître, d'une popularité bien brillante et leurs arrêts, même à l'égard de « Haute-Cour souveraine » pourraient bien manquer un peu de crédit auprès des masses; sans compter qu'ils seront vigoureusement et vilainement discutés par des gens plus riches en gueule qu'en vergogne.

D'autre part, il est juste de renvoyer l'accusé devant ses juges naturels, qui sont ses pairs. Il y a droit et j'ajoute que nous y avons intérêt.

Devant le Sénat, M. Boulanger peut, à la rigueur, jouer le dédain, crier à la persécution, résister et même injurier ses juges. Devant le conseil de guerre, c'est autre chose.

Ce n'est plus de la politique; c'est du droit commun. Les attentats et les complots, cela se pardonne aisément quand ce n'a été qu'un projet; cela se glorifie même quand c'a été réussi. Mais en fait de concussion, — qui entache l'honneur — un fait de droit commun, cela manque d'excuse. Un jugement rendu par des militaires, dans des conditions pareilles, n'est plus une persécution, c'est une juste répression qui porte avec elle une irrémédiable flétrissure. Le condamné cesse d'être un martyr et devient un coupable. Ce n'est plus un proscrit, c'est un voleur. Au point de vue électoral, cela fait une belle différence.

Puis, on ne peut pas discuter la juridiction, injurier les juges. Qu'on essaie donc d'insulter le Conseil de guerre et de suspecter l'armée! C'est pourquoi la commission des Neuf et le Sénat feront bien d'y réfléchir. Ils auraient grand tort d'être trop gourmands et de vouloir le morceau pour eux tout seuls. Il n'est pas déjà si friand et nous sommes convaincus que le Conseil de guerre ne sera point ravi d'avoir à prendre sa part. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il est nécessaire de la lui réserver. Pour l'impartialité du jugement, l'indifférence du juge est une bien plus sûre garantie que son trop grand désir de juger.

LES ANGLAIS EN EGYPTE

Le Caire, 5 juillet. — Les Derviches sont remontés vers le Nord. Ce matin la

cavalerie anglo-égyptienne a trouvé leur camp désert.

Durant la nuit, l'ennemi a cherché à gagner le fleuve à Serrah, mais il a été repoussé. On le dit maintenant dans les montagnes à trois milles du Nil.

Le général Grenfell, accompagné de plusieurs officiers supérieurs est parti aujourd'hui pour Assouan.

LE CONSEIL DES MINISTRES

La catastrophe de Saint-Etienne. Le Conseil des ministres s'est réuni hier matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Carnot.

M. Constans, ministre de l'Intérieur, n'assistait pas au conseil; M. Yves Guyot, ministre des travaux publics, qui était reparti de Saint-Etienne, a pu venir au conseil. Il a pu rendre compte de son voyage et des constatations qu'il avait faites.

Il en résulte que la cause de la catastrophe de Verpillieux doit être de celles qui défient toutes les prévisions: la mine est bien tenue, et toutes les précautions étaient observées. En tout cas, en l'état, l'enquête est encore très difficile, sinon impossible, et on ne sait quand on pourra être fixé sur les causes du désastre.

Les secours sont admirablement organisés, et tout le monde rivalise de zèle. M. Constans, ministre de l'Intérieur, a remis au préfet de la Loire une somme de 30,000 fr. pour secours aux familles des victimes. La distribution a commencé hier.

Les ministres ont souscrit 200 francs chacun pour les victimes.

Le président de la République inaugurera, le 5 août, la nouvelle Sorbonne.

M. Spuller, après le conseil, a reçu Mohammed Gellouli, ministre de la plume de Tunisie.

LA HAUTE-COUR

La Chambre des mises en accusation. — Première séance.

Comme nous l'avions annoncé, la commission des neuf s'est réunie hier en Chambre des mises en accusation.

Le procureur général a officiellement donné communication de ses réquisitions dont la commission a pris officiellement connaissance depuis deux jours.

Le procureur général s'est ensuite retiré avec le greffier et la commission a commencé l'étude du document qui lui est soumis.

LA CHAMBRE

Projets divers. — Chemins de fer

Séance de fin de session; on échenille l'ordre du jour.

La Chambre adopte sans discussion le rapport sur le projet de loi relatif à la translation au Panthéon des cendres de Carnot, Marceau, Latour d'Auvergne et Baudin.

Elle adopte également un projet de loi relatif à l'augmentation de la dotation de campagne, et la loi modifiée par le Sénat sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire (392 voix contre 49).

A retenir de cette discussion la promesse faite par le ministre de l'Instruction publique de conserver un crédit important comme subvention pour l'oyer de maisons d'école.

La discussion sur la déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer du sud de la France. M. Montaud présente un contre-projet tendant à faire construire par l'Etat les lignes de Grasse à Nice, de Nice à Saint-Amand et de Saint-Amand à Digne.

M. Yves Guyot repousse la proposition de M. Montaud qui n'est pas adoptée (433 voix contre 70).

M. Delattre réclame la déclaration d'utilité publique pour une ligne de Nice à Digne.

M. Yves Guyot repousse également la proposition de M. Delattre, qui a le même sort que la précédente (474 voix contre 60).

Le projet du gouvernement est adopté. La Chambre adopte enfin — première délibération — un projet autorisant le gouvernement à traiter avec les villes pour l'établissement de réseaux téléphoniques.

Vous le voyez, c'est presque une séance d'affaires.

AUTOUR DES CHAMBRES

La défense des côtes. M. de Lanesman se propose d'adresser demain au ministre de la marine une question, pour lui demander quelles mesures il compte prendre pour remédier à l'insuffisance des moyens de défense de nos côtes, que les dernières manœuvres de l'escadre auraient révélées.

Voici la lettre que M. de Lanesman, député de la Seine, vient d'adresser à M. l'amiral Krantz, ministre de la marine :

Paris, 6 juillet.

Monsieur le ministre,

Les manœuvres de nos escadres dans la Méditerranée et dans la Manche confirment douloureusement les observations que j'ai eu devoir présenter à la Chambre sur l'état défectueux de notre matériel naval.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous informer qu'au cours de la séance de lundi prochain, je vous poserais une question au sujet des mesures que vous comptez proposer au Parlement pour remédier immédiatement à l'insuffisance de notre flotte et des moyens de défense de nos côtes.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DE LANESSAN.

LES DÉPENSES MILITAIRES

L'extrême gauche a siégé hier pour arrêter sa ligne de conduite dans la discussion de la loi militaire, renvoyée par le Sénat, qui aura lieu demain.

Le groupe a décidé de s'abstenir sur l'article 23 relatif aux jeunes gens des carrières libérales et aux séminaristes, et de voter l'ensemble de la loi.

L'extrême gauche accepte l'article 23 comme un minimum, puisqu'il astreint les jeunes gens qu'il concerne à une année de service.

La réunion avait préalablement délégué un de ses membres M. Wickersheimer, après du ministre de la guerre pour lui demander comment il entendait appliquer cet article aux séminaristes et s'il incorporerait ceux-ci dans les services hospitaliers, ou s'il les astreindrait au service commun.

Le ministre a pris l'engagement de déclarer à la tribune qu'il ferait servir les séminaristes au régime en temps de paix, tandis qu'en temps de guerre ils serviraient dans les services hospitaliers. C'est en présence de cette déclaration que l'extrême gauche a décidé de s'abstenir sur l'article 23 pour ne pas empêcher l'adoption.

Le tableau de l'Angelus

Le ministre des beaux arts ne déposera que mardi sur le bureau de la Chambre le projet de loi ayant pour objet de se faire autoriser à acquérir les deux tableaux de la vente Secretan, l'Angelus de Millet et la Remise de chevreuils de Courbet.

Le budget au Sénat

La commission des finances du Sénat, présidée par M. Léon Say, a décidé, malgré le désir du gouvernement de ne pas voter le budget de 1893 en bloc, — au contraire même, de l'amender fortement.

Cette lente décision, à laquelle veulent nous condamner les orléanistes du Sénat, aurait pour effet de prolonger la session et de mécontenter le pays.

On parle de déposer le rapport le 12 juillet.

Ce dangereux retard doit être blâmé par tous les républicains, car il constitue une manœuvre orléaniste.

LA SUSPENSION DE M. LAGUERRE

Une question

On lit dans l'Estafette :

Une note de la Presse confirme la nouvelle qu'une peine disciplinaire a été infligée à M. Laguerre par le conseil de l'Ordre des avocats.

La note de la Presse affirme que M. Laguerre n'a été frappé que pour deux faits : 1° la lettre au procureur général dans laquelle il avait outragé ce magistrat; 2° sa qualité de propriétaire de la Presse, laquelle constitue un acte de commerce interdit par les règles de la profession d'avocat.

Serait-il indiscret de demander à la Presse si le conseil de l'Ordre n'a pas été saisi d'un troisième ordre de faits à charge de M. Laguerre?

On prétend, par exemple, que dans la première société fondée pour l'exploitation de la Presse, une somme destinée à payer une campagne contre le Crédit foncier n'a pas été versée dans la caisse du journal.

On dit encore que dans la seconde société constituée pour l'exploitation du journal, la Presse, tournant brusquement casaque, a eu d'excellentes raisons pour défendre l'établissement qu'elle avait attaqué jusqu'alors.

On prétend, enfin, que M. Laguerre n'a pas tenu l'engagement qu'il avait pris de fournir un capital assez élevé, lors de la création du journal dont il devenait le rédacteur en chef.

Le conseil de l'Ordre aurait évoqué ces divers ordres de faits.

Voilà les bruits que l'on colporte. Il sera sans doute très facile à la Presse de s'en expliquer et de les réduire à néant.

LES DROITS DE LA FEMME

Une lettre de Mlle Maria Deraismes

Les ministres et les députés ont reçu la lettre suivante :

Messieurs les ministres, Messieurs les députés,

Le conseil d'administration de la Société pour l'amélioration du sort de la femme et la revendication de ses droits, heureux de voir la Chambre réaliser un de ses vœux qui avait exprimé par voie de pétition, vous adresse l'expression de sa profonde reconnaissance pour le vote de la proposition de loi présentée par M. Ernest Lefèvre, vice-président, conférant aux femmes commerçantes le droit d'être, ainsi que les hommes, leurs juges consulaires.

Le conseil, prie messieurs les ministres et messieurs les députés de bien vouloir agréer l'assurance de toute sa considération et de sa vive gratitude.

Pour le conseil :

Maria Deraismes, présidente.

GRIESS-TRAUT, Louise DAVID, vice-présidentes.

CHEZ LE PRINCE DE GALLES

Le général Boulanger pas invité

Les journaux boulangistes battent, depuis trois jours, la grosse caisse autour d'une invitation à une « garden party », chez le prince de Galles, qu'aurait reçue le général La Venette.

Le brave général a pris ses désirs pour la réalité. Le Times nous apprend, en effet, que le prince de Galles a bien donné une « garden-party » en l'honneur du shah de Perse, mais qu'il n'a pas fait à M. Boulanger celui de l'inviter.

Le brave général avait fait demander une invitation, il croyait si bien la recevoir, qu'il avait déjà fait annoncer qu'il l'avait reçue; mais le prince de Galles ne lui a pas envoyé.

Ce qu'il a dû rager, le brave général.

LA PAIX À SAMOA

(D'un correspondant)

Sydney, 5 juillet. — Après les dernières nouvelles reçues à Samoa la paix paraît formellement conclue entre le roi Mataafa et Tamasese.

A SAINT-ÉTIENNE

UNE DESCENTE DANS LE Puits SAINT-LOUIS.

Aux abords du puits Saint-Louis. — A 390 mètres sous terre. — Cadavres de mineurs dans le puits.

Distribution des premiers secours. — Grèves

(De notre envoyé spécial)

Saint-Etienne, 6 juillet. — On espérait pouvoir arriver cette nuit jusqu'aux cadavres; mais cet espoir a été déçu.

A onze heures et demie du soir, nous nous rendions au puits Saint-Louis et nous apprenions qu'il serait impossible d'arriver à la galerie où gisent les malheureuses victimes avant huit ou neuf heures du matin.

En sortant de la mine nous trouvons à la porte cinq ou six femmes qui attendent la tristesse dans l'espoir qu'on retirera des cadavres et qu'elles pourront reconnaître ceux qu'elles pleurent.

Ce matin à 9 heures je me suis rendu à la mairie et j'ai versé au maire la somme de 500 fr., donnée par la Lanterne pour les familles des victimes.

De la mairie, je suis retourné au puits Saint-Louis et j'ai demandé au directeur, M. Villiers, la faveur de descendre jusqu'aux galeries où le grisou a fait tant de victimes.

Le directeur a bien voulu me permettre de me joindre à quelques personnes qui avaient obtenu la faveur refusée hier à tous les solliciteurs.

Voyage souterrain

Nous revêtions à la hâte des habits de mineurs. On nous donne une lampe de sûreté et nous prenons place dans la cage.

Avec le directeur qui doit nous guider, nous descendons dans la cage. Le chef-adjoint du ministère des travaux publics, Canal, secrétaire particulier du ministère de l'Intérieur, Pognon, de l'Agence Havas, Tinayre, du Monde Illustré et votre serviteur.

A signal donné par la cloche, nous disparaissions dans le puits et la descente commençait augmentant progressivement de vitesse.

La cage glisse rapidement près des parois humides qu'éclaira, de temps en temps, la faible lueur de nos lampes.

Par moments, par suite du poids de la cage qui nous porte et de l'élasticité du câble, nous sommes secoués comme si nous étions attachés à l'extrémité d'un fil de caoutchouc.

A 390 mètres de profondeur

A 225 mètres, nous percevons le bruit d'une chute d'eau.

Attention, nous dit M. Villiers. Nous allons être arrosés, il y a à 300 mètres une chute d'eau sous laquelle il faut passer.

Le bruit augmente rapidement d'intensité et nous recevons bientôt une douche d'importance. C'est un véritable déluge.

Malgré nos manteaux et nos capuchons nous sommes trempés.

Enfin notre véhicule s'arrête assez brusquement. Nous sommes à l'arrêt.

A travers les torrents d'eau qui tombent de chaque côté de la cage, nous distinguons vaguement comme un grand trou noir au fond duquel quelques points lumineux semblent se promener comme des feux follets.

C'est l'entrée de la galerie. Nous quittons le puits et nous prenons pied sur le sol petit et dur.

Nous nous habitons à l'obscurité et nous sommes très étonnés de voir à côté de nous se détacher trois ou quatre mineurs dont les formes indécises se confondent avec les boisées.

Nous sommes à 390 mètres de profondeur.

Visite des galeries

Guidés par M. Villiers et un ingénieur, nous visitons toutes les galeries.

Après un instant d'arrêt à la lampisterie, où le nommé Abriol a pu être retrouvé et sauvé, nous arrivons aux barrières que l'on construit pour arrêter le feu qui menaçait d'arriver jusqu'aux puits.

Une dizaine d'ouvriers travaillent ferme derrière un premier mur de terre glaise, à la construction d'un deuxième mur en maçonnerie qui interdira définitivement l'accès de ce point. On est enfin maître du feu.

Nous continuons notre route et nous faisons environ 260 mètres dans la direction du puits Verpillieux. La galerie que nous suivons a presque pas souffert de l'explosion. Elle est haute, large et très bien boisée.

En deux ou trois endroits seulement il faut baisser légèrement la tête pour ne pas heurter le plafond. Un léger crochet à droite et nous arrivons aux éboulements. Là, le spectacle change. Les poutres enchevêtrées, moles au charbon forment une barrière complète. Pour aller plus loin il faut se glisser par un trou de cinquante centimètres de diamètre que les mineurs sont parvenus à creuser dans un coin de l'éboulement.

Je demande à passer par là, M. Duc veut bien me précéder et nous continuons seuls notre route.

A peine avons-nous fait 30 mètres que nous nous heurtons à un second éboulement à peu près pareil au premier. Nous nous glissons encore à travers les poutres et le charbon, et nous arrivons enfin devant un éboulement infranchissable, derrière lequel se trouvent certainement de nombreux cadavres, car c'est derrière cet obstacle que travaillent les mineurs du puits Verpillieux.

La Baronnrière

La température est tropicale en cet endroit, où tout est dévasté comme si un cyclone y était venu faire ses ravages. C'est qu'il n'est pas si facile de passer par là et reconnaître l'impossibilité d'aller plus loin. Nous revenons sur nos pas et gagnons la nouvelle voie par laquelle on cherche depuis cette nuit à parvenir jusqu'aux cadavres.

Ce chemin, dit la Baronnrière, est des plus accidentés. Il faut grimper par des

escaliers encombrés de blocs de charbon et de matériaux de toutes sortes projetés par l'explosion.

À chaque instant on se cogne la tête à des poutres invisibles.

De distance en distance, la galerie est complètement barrée par une toile d'emballage dont l'effet est d'atténuer le courant d'air violent établi par le ventilateur qui doit amener l'air pur jusqu'aux mineurs. Ce courant d'air est si fort que le bout de toile qui garnit la petite ouverture livrant passage, claqué comme un drapeau secoué par un vent violent.

Nous voilà non sans peine au terme de notre voyage.

Depuis dix heures seulement, un étroit passage a été creusé de ce côté à travers un éboulement et donne accès dans la galerie où sont les cadavres.

Nous pénétrons dans cette galerie en nous mettant à genoux.

Premier cadavre

Lorsque nous nous relevons, le premier objet qui frappe notre vue est le cadavre d'un mineur.

Le malheureux a le dos sur une benne renversée.

Il a les bras levés comme dans une espèce d'affolement. Une jambe est pendante. L'autre s'appuie sur des débris. Le corps est noir et brulé. Il a été jeté sur cette benne par l'explosion. Tel qu'il est, tel la mort l'a surpris.

En face de lui, la galerie est de nouveau fermée par un éboulement. Derrière le désordre est moins grand : cinq ou six bennes sont encore debout sur les rails et l'on peut avancer dans la galerie. Mais la respiration devient difficile.

L'air est chargé de gaz délétères. On ne peut s'avancer très loin. Une odeur particulière nous prend à la gorge et l'oxyde de carbone alourdit le cerveau. Nous nous glissons entre les bennes et les parois.

Autres cadavres

A 15 mètres environ du premier cadavre, nous en découvrons deux autres. L'un est renversé à terre. L'autre est un peu sur le côté. Les 2 victimes sont affreusement brûlées par le grisou.

Plus loin se trouve une douzaine de cadavres; mais les lampes commencent à s'éteindre.

L'air devient de plus en plus chaud et de plus en plus irrespirable.

L'ingénieur nous arrête et nous force à regagner l'entrée de la Baronnrière.

Les quatre ou cinq mineurs qui travaillent là sont obligés de prendre de grandes précautions. Le mauvais air les fatigue beaucoup.

Le directeur prend des dispositions pour faire enlever les trois premiers cadavres retrouvés cette nuit. On ne peut se faire à l'idée que les autres victimes ne soient transportées ces malheureux.

Quant aux autres, il est encore impossible d'aller les chercher.

On ne peut avancer qu'avec la plus grande prudence et il faut d'abord procéder à l'aération complète de la galerie.

On ne pourra guère les sortir que la nuit prochaine.

Retour à la lumière

Nous nous remettons en route et nous revenons au jour après avoir reçu la douche obligatoire. On ne peut se faire à l'idée de l'étrange impression ressentie pendant ce voyage d'une heure et demie à travers des galeries d'autant plus sombres qu'elles sont aujourd'hui privées des travailleurs habituels.

Pour moi, je renonce à analyser les émotions éprouvées à chaque pas; mais ce que je puis dire, c'est que je suis sorti de là épouvanté du sort des malheureux mineurs et avec la conviction que c'est, pour tous ceux qui vivent au jour, qui respirent un air pur, un devoir sacré de secourir les familles des 200 victimes du puits Verpillieux.

Distribution des secours

(De notre envoyé spécial)

Saint-Etienne, 6 juillet. — M. Constans, ministre de l'Intérieur et M. Galtier, préfet de la Loire, ont passé leur journée à distribuer à domicile des secours aux familles des victimes. Il a été convenu qu'on remettrait à chaque famille une centaine de francs de suite, afin de leur permettre d'attendre le règlement définitif.

De ce côté, le commandant Gordier représente le Président de la République passe tout son temps en visites aux parents des victimes. A chacun il remet de la part de M. Carnot une somme d'argent qui varie suivant les besoins et les cas. L'anticlambard du préfet a été toute la journée garnie de malheureux ou de malheureuses qui viennent chercher des secours.

C'est un spectacle lamentable.

Un épisode navrant

Ce matin s'est présentée au puits Saint-Louis une bonne vieille de soixante-cinq ans. Elle avait avec elle les trois pauvres petits enfants de son fils. Ce dernier est du nombre des morts. Il était veuf et âgé de trente-deux ans. La mort l'a laissé la vieille grand-mère sans ressources avec trois petits enfants qu'elle ne peut nourrir.

La pauvre femme traînait dans une petite voiture le plus jeune des enfants qui ne peut encore marcher. Cela vous saurait le cœur. Elle a reçu un premier secours.

Les effets de la catastrophe sont d'autant plus terribles et douloureux que les familles des mineurs sont toujours très nombreuses, et il n'est pas rare de voir des ménages ayant sept ou huit enfants.

Le ministre de l'Intérieur a remis au préfet 30,000 francs à titre de premier secours et en dehors des 50 ou 100 francs distribués à chaque famille.

M. Constans repart ce soir pour Paris à 10 h. 50.

Que nos lecteurs se dépêchent d'envoyer leur obole. Il y a de nombreuses et urgentes misères à soulager. V. F.

Quatre cadavres remontés

(De notre envoyé spécial)

Saint-Etienne, 6 juillet. — Les quatre premiers cadavres qu'on a pu retirer n'ont été remontés que vers six heures,

Le ministre de l'Intérieur, le préfet et tous les ingénieurs assistaient à la lugubre cérémonie.

Les quatre victimes ont été de suite transportées, dans un des fourgons, à l'hôpital.

On a aménagé à la hâte un local dans lequel les corps ont été placés. Puis on a laissé pénétrer la foule par cinq personnes à la fois.

Hommes, femmes et enfants défilent devant les cadavres, regardent attentivement, cherchent à reconnaître un des leurs. Un seul est reconnu. C'est le nommé Toulou, celui que nous avons vu ce matin étendu sur une benne. Il est reconnu par son gendre et sa fille. Cette dernière éclate en sanglots et a une crise de nerfs.

La scène est atroce et inoubliable. Le préfet a fait aménager une espèce de hangar

